

# COORDONNER ET POLITISER LES LUTTES REVENDICATIVES ACTUELLES

Tous les organes de la presse bourgeoise constatent la détérioration du climat social et s'interrogent ; ils s'étonnent de ne pas trouver dans la presse syndicale ouvrière une réponse à leurs préoccupations, quant aux risques d'une « explosion sociale ou non ». C'est en effet le plus caractéristique de la situation : l'attitude « d'observateurs » des organismes de direction les plus élevés (tant au niveau du Bureau confédéral des centrales syndicales qu'à celui du Bureau politique du P.C.F. par exemple).

Le « document important » — comme le dit l'U.D.-C.G.T. de la Seine en parlant de la résolution de la commission administrative de la C.G.T. du 20 mai 1960 — est PLUTOT MINCE :

« La C.A. « constate » le développement continu des luttes revendicatives... ; « signale » que ces actions se développent sous des formes diverses adaptées aux entreprises ; félicite les travailleurs qui tiennent en échec les manœuvres du patronat et aboutissent à des succès... et « constate » encore qu'en agissant ainsi les travailleurs témoignent d'une volonté croissante d'unité et d'une grande capacité de lutte. »

La déclaration du B.P. du P.C.F. (2 juin) est plus consternante encore. Elle salue les grands mouvements revendicatifs de la classe ouvrière et signale que le mouvement ne cesse de grandir dans la paysannerie laborieuse et les classes moyennes des villes également ; et ayant constaté que le gouvernement poursuit sa politique de classe et de guerre (quel étonnement ?), le B.P. conclut que les communistes sauront se montrer les meilleurs dans les grands combats pour le progrès social, la paix, la restauration et la rénovation de la démocratie.

Bothereau et Bouladoux, respectivement de F.O. et de la C.F.T.C., n'ont rien dit, dans leur organe confédéral, sur les mouvements en cours au mois de mai. S'ils n'ont rien à dire aux travailleurs, cela n'empêche pas la C.F.T.C. d'envoyer une délégation (y compris des représentants de la « gauche ») déjeuner avec Debré — certainement pas pour bavarder de la pluie et du beau temps... — et Bothereau d'avoir une entrevue avec de Gaulle, lui-même.

Il est vrai que l'éditorial de Bothereau dans Force Ouvrière du 1<sup>er</sup> juin est consacré... à PAGE DE LA RETRAITE. Sans doute est-il déjà entré dans la sienne !

★★

Pourtant, de multiples grèves tournantes se déroulent un peu partout en France, en particulier dans la métallurgie et surtout à la S.N.C.F. et la R.A.T.P., mouvements dont l'ampleur et les répercussions dans le pays ne sont plus à démontrer.

Le mécontentement est général, c'est incontestable. La combativité est relativement bonne, et souvent excellente. La séquestration du Directeur de l'usine Sambre-et-Meuse de Saint-Brieuc est un exemple typique, mais il y en a d'autres

innombrables : refus de sanctions, heurts avec la maîtrise garde-chiourme, séquestrations de directeurs ou chefs d'ateliers dans leurs bureaux (cokeries du Grand-Quevilly, ateliers Championnet à la R.A.T.P.), occupation des carreaux par les 3.500 mineurs de Provence, bagarres avec les C.R.S. à la C.I.M.T. de Tours, etc. Tous ces actes démontrent un certain durcissement des conflits de classe sans que la bataille se soit engagée à FOND.

La situation est extrêmement mouvante et variable d'un point à un autre, en l'absence d'une expression politique centralisée des directions ouvrières.

L'action est surtout dirigée et impulsée — souvent très bien, et il faut s'en féliciter — par les militants de base, ou les directions fédérales de la C.G.T.

Le mouvement spontané de la classe ouvrière a sa source économique dans l'abaissement du niveau de vie depuis deux ans, mais il se nourrit également d'une certaine conscience politique à travers les échecs du nouveau pouvoir. Ce sont en effet ces derniers qui créent et entretiennent le climat d'incertitude à l'origine de la méfiance des ouvriers : « Si elle va si bien que cela, la politique de « grandeur », qu'elle paie davantage ! »

Sur le terrain strictement économique, il n'y a pas d'obstacles à la réalisation très large de l'unité à la base. Le mouvement est même si profond que l'échec de la conférence au sommet, qui aurait dû normalement accroître les difficultés entre la C.G.T. d'une part et F.O. et C.F.T.C. d'autre part, n'a eu aucune répercussion chez les militants de base (à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.). De ce point de vue, le discours Buron est tombé complètement à plat.

Au contraire, la volonté assez spontanée des ouvriers de ne pas vouloir rester passifs, de faire quelque chose et de le manifester de quelque façon que ce soit, qui rencontrait une résistance assez forte (bien que larvée) de la part d'un P.C.F. et d'une C.G.T. « prudents » pour le succès de la Conférence au sommet, tend à se libérer. Les militants communistes de la C.G.T. ne sont plus tentés de jouer le rôle de frein, aujourd'hui desserré.

Ainsi à la S.N.C.F., l'action déclenchée de façon très vigoureuse et spontanée début mai à Lyon-Perrache, à la suite d'une offensive de la direction, s'est rapidement étendue à toute la S.N.C.F., et la Fédération C.G.T. des Cheminots a su prendre les initiatives nécessaires et devancer de vingt-quatre heures le gouvernement par son ordre de grève, avant que celui-ci ait pu renouveler le coup de la réquisition de 1959.

★★

## Quelles sont les perspectives des mouvements ?

Les trois centrales connaissent la force du pouvoir actuel et savent que les conditions ont changé par rapport à la IV<sup>e</sup> République ; les ouvriers veulent faire « quelque chose ». La C.G.T. a au moins le mérite de proposer les grèves tour-